

EUROPE LIBERTICIDE...

Il n'est pas de tâche plus urgente que de démystifier l'énorme entreprise de bourrage de crâne qui se développe au nom de «*l'idée européenne*».

Le 2 avril 1993, la *Confédération Européenne des Syndicats* (C.E.S.): «*appelle les salariés à une journée d'action afin de donner plus de force (sic) à ses revendications sociales (resic)*».

Le moins qu'on puisse dire est que les mots d'ordre mis en avant par les «*subsidiaries*» de la C.E.S. manquent, pour le moins de tonus, mais, l'essentiel n'est pas là.

Dans un tract d'origine syndicale nous lisons: «*Il n'est pas certain, faute d'informations notamment, que les travailleurs aient compris qu'ils dépendent tous directement de l'évolution de l'Europe communautaire et ce, quelque soit leur employeur (administration, secteur nationalisé, service public, entreprises privées de grosse et moyenne importance, voire les petites)*».

On reconnaît là l'insondable suffisance des bureaucrates européens qui n'ont, finalement, que mépris pour la classe ouvrière... «*Il n'est pas certain que les travailleurs aient compris*»... C'est probablement pourquoi ils ont massivement voté non au référendum sur MAASTRICHT voulu par le «*président*».

Mais, peut-être, le 2 avril a-t-il précisément pour objet, non une impossible satisfaction de nos revendications au plan européen mais, plus précisément, tenter de convaincre les travailleurs qu'ils doivent s'accommoder de la «*Communauté européenne*» et non la combattre. Car tel est, finalement le choix, ou accepter comme un fait inéluctable une sorte de monstre étatique baptisé état supranational (voire même état fédéral) ou combattre pour la défense de nos libertés, contestées par l'Europe des sociaux-chrétiens.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que la classe ouvrière est confrontée à ce choix... qu'on se rappelle les nationaux-socialistes allemands et leur «*Nouvelle Europe*». Mais les travailleurs, eux, ne s'y trompent pas... Ils savent ce que leur a déjà coûté, l'Europe de Jacques Delors, Martine Aubry et autres sociaux-chrétiens. Faut-il énumérer, même succinctement, les mesures prises par les «*gilets rayés*» du nouveau parti socialiste en application servile des «*directives européennes*»:

- la politique de rigueur mise en œuvre en 82;
- la privatisation systématique des services publics de la poste à la SNCF en passant par l'EDF;
- le transfert au secteur privé de pans entiers de la fonction publique d'État;
- la remise en cause de la laïcité de l'État et de l'École;
- la mise à mal de notre système de protection sociale et son corollaire «*la maîtrise médicalisée des dépenses de santé*» et le «*budget global*» qui tend à la destruction pure et simple de l'hospitalisation publique;-
- la mise en jachère (alors que les trois quart de l'humanité meurent de faim) des terres qui condamnent des milliers d'agriculteurs à la misère et à la mort!

Tout ceci pour aboutir à la prévision de 7 millions de chômeurs à brève échéance! Telles sont quelques unes des conséquences de la politique concoctée à Bruxelles et que la C.E.S., au nom du principe de subsidiarité, est chargée de nous faire avaler.

Il est également permis de se poser une question toute simple: que deviendrait dans l'Europe de subsidiarité, la «*République une et indivisible*»?... que deviendrait la notion de citoyenneté?... Il est vrai qu'à cette dernière question, nos ennemis ont déjà répondu... Ils ont inventé la citoyenneté... dans l'entreprise!

Alors, mieux vaut que les choses soient claires: Pas question de subordonner le mouvement syndical que les travailleurs ont construit en France et ailleurs, aux diktats des subsidiaires de la C.E.S.

Nous conserverons nos syndicats libres et indépendants!

Alexandre HÉBERT.